

# De la propagande justifiant l'intervention en Ukraine est-elle diffusée dans les écoles de Russie?

Florian Gouthière - Il y a 1 h

 Réagir |

3


© Michael Probst...

Bonjour. Vous nous interrogez sur l'existence «d'outils pédagogiques» destinés à justifier l'intervention de la Russie en Ukraine auprès du public scolaire russe.

Le 3 mars a été diffusée en ligne une émission pédagogique du ministère russe de l'Education baptisée «Défenseurs de la paix», à destination de toutes les classes primaires. Cette «leçon» aurait été «visionnée par 5 millions d'écoliers» selon une estimation du ministère [relayée par le média russe Lenta](#).

Selon l'Institut Vospitaniya pour l'étude de l'enfance familiale et de l'éducation de l'Académie russe de l'éducation, qui a réalisé le programme, celui-ci avait pour thème «*la libération de l'Ukraine*». Il est notamment accessible sur les pages [du ministère](#) et [de l'institut](#) du réseau social VKontakte (VK).

## «Protéger les civils»

Au cours de cette émission de près de vingt-cinq minutes, les enfants «*ont été informés en détail du contexte des événements actuels*», et se sont vu expliqué «*le danger que l'Otan représente pour notre pays*», résume Lenta. La jeune présentatrice Sofia Khomenko, accompagnée du journaliste Denis Polunchukov – hôte habituel du programme – y ont abordé divers thèmes tels que «*l'histoire commune des peuples de la Russie et de l'Ukraine*» ou «*comment distinguer la vérité du mensonge dans le flux d'informations*», note l'agence de presse r  Commentaires

*historiques et de manuels*», Petr Ishkov, est également intervenu sur le plateau de l'émission.

L'institut Vospitaniya ajoute qu'au cours de l'émission, plusieurs autres interventions filmées «d'experts» et «*de résidents [de] Donetsk et de Louhansk*» ont été l'occasion «*d'expliquer pourquoi la Russie s'est dressée pour protéger les civils des régions de Donetsk et de Louhansk, et pourquoi une mission de libération en Ukraine était vitale*».

*Lenta* affirme qu'au cours de la diffusion de la leçon une attaque informatique par déni de service (tentative de saturer le réseau), «*avec 1,3 milliard de demandes, générant plus de 8 téraoctets de trafic malveillant*» – information que nous n'avons pas été en mesure de confirmer. L'organe de presse précise que la leçon «*s'est néanmoins déroulée sans défaillances techniques*».

## Des témoignages d'enseignants

Ce programme diffusé sur tout le territoire n'est vraisemblablement pas le seul outil de propagande lié à l'intervention russe en Ukraine. Le journal russe indépendant *Mediazona* – recensé comme un média «agent de l'étranger» par le pouvoir central – [a retranscrit sur son site](#) des documents présentés comme issus du ministère de l'éducation dont le contenu est en parfaite adéquation avec le programme diffusé le 3 mars.

*«Le 1er mars, des écoles de toute la Russie organiseront des cours spéciaux d'études sociales sur le thème de la guerre : les enseignants devront raconter aux élèves de la 7e à la 11e année les arguments du discours du président Vladimir Poutine sur les raisons de "l'opération militaire spéciale" contre l'Ukraine et condamner les appels à des actions contre la guerre*», explique *Mediazona*, qui reproduit un document qui lui aurait envoyé par un enseignant. Le texte invite notamment à visionner un discours de Vladimir Poutine et d'interroger les élèves sur ce qu'ils en ont compris.

Le document présente également une liste de réponses à donner aux enfants qui poseraient des questions sur la situation en Ukraine. «*Pourquoi des opérations militaires ont-elles lieu ? Réponse : L'expansion de l'OTAN et ses approches des frontières de la Russie sont une menace pour nous tous. Il y a la triste expérience de l'Irak, de la Libye et de la Syrie. De plus, l'Ukraine peut créer des armes nucléaires. Sous le gouvernement actuel de ce pays, il s'agit d'une menace directe pour la Russie*», peut-on lire sur le site *Mediazona*. Le site [Al-Jazeera](#) a obtenu confirmation d'un autre enseignant russe que de tels documents avaient été distribués dans d'autres écoles. La source d'Al-Jazeera précise que les enseignants de son établissement «*n'avaient d'autre choix que de dispenser ces cours*», «*et d'apporter la preuve qu'ils le font*».

Parmi les entrées du document relayé par *Mediazone*, on peut notamment trouver cette réponse à la question «Etait-il possible de se passer de l'action militaire ?» : *«Une opération spéciale de maintien de la paix est une mesure nécessaire pour sauver la population ukrainienne. Depuis huit ans, huit ans sans fin, nous avons fait tout notre possible pour résoudre la situation par des moyens*

 Microsoft Start



Rechercher sur le Web



 Accueil

| **Actual**



Personnaliser

diapositives (type Powerpoint) illustrent une activité autour du même discours de Vladimir Poutine, ainsi que des éléments sur la culture commune entre la Russie et l'Ukraine. *Bumaga* explique que, selon l'enseignant qui a transmis ce document, son utilisation en classe était seulement *«recommandée»*. A la date de publication, ce site n'avait pas pu confirmer que d'autres écoles avaient reçu ce document.

Le sujet n'a pas entendu le début de l'invasion russe en Ukraine pour s'inviter dans les écoles. En témoigne un message du ministère de l'Education d'un oblast limitrophe de Moscou, annonçant [dès le 22 février](#) (deux jours avant les premiers bombardements russes) : *«Cette semaine, dans les écoles et autres institutions éducatives, [...] il y aura des leçons, des réunions et des discussions sur le destin historique de la Russie, de la Nouvelle-Russie [projet d'intégration de zones appartenant aujourd'hui à la Crimée au territoire russe, nldr], des républiques populaires de Louhansk et de Donetsk.»*

L'état central et les ministères des différents Etats russes ne sont pas les seuls à produire de la propagande sur le sujet du conflit russo-ukrainien à destination du public d'âge scolaire. Le 2 mars, la chaîne privée Tsargrad TV a diffusé [un dessin animé de trois minutes](#) mettant en scène deux voisins de classes, vêtus aux couleurs de la Russie et de l'Ukraine. Le second, amené à changer de classe, subit la mauvaise influence d'un enfant aux couleurs des Etats-Unis, et se met à frapper d'autres enfants (Louhansk et Donetsk) avec un bâton. La Russie intervient, désarme son ancien camarade. La voix off lui prête cette réplique : *«Je ne frappe pas, j'enlève juste le bâton.»*

Plus que toute autre période, celle des guerres est sujette à la désinformation, qu'elle émane de sources inconnues ou d'autorités officielles. Dans le cadre de la crise en Ukraine, le service CheckNews de Libération reste pleinement mobilisé pour répondre à vos questions et tenter de démêler le vrai du faux, qu'il s'agisse de déclarations, d'images ou de vidéos. Une information vous fait douter? N'hésitez pas à nous solliciter via notre formulaire, en cliquant sur le bandeau présent en tête de chaque article.

## AUTRES ARTICLES RECOMMANDÉS



 Dailymotion

« Tous les magasins ferme  
Moscovites réagissent à la  
disparition de leurs marqu



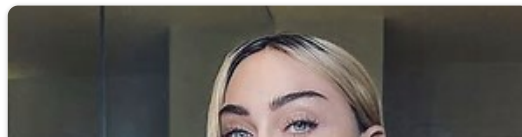
182



 Télé7 Jours

Les 12 coups de midi (TF1) : Jean-Luc  
Reichmann prêt à quitter l'antenne ?  
Il répond !

89



 Version Femina

Madonna, 63 ans : son visage est  
méconnaissable au naturel... Ses  
fans ne la reconnaissent pas sans...

302

 Football 365

Le nouveau coup de tonn  
Barça sur Messi

Joan Laporta est revenu sur la  
décision qu'il a dû prendre l'ét  
lorsque le FC Barcelone n'a pa

24



Le Parisien

# Guerre en Ukraine : Moscou adopte une liste de pays «hostiles», dont la France, qui seront remboursés en roubles

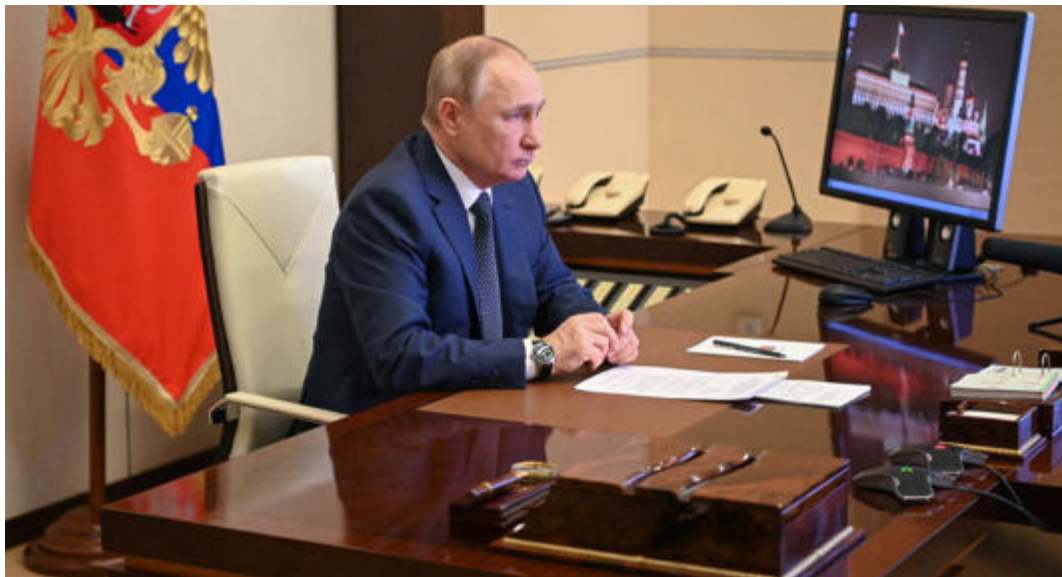
Le Parisien avec AFP - Il y a 4 h

 Réagir |

286



 Commentaires



© SPUTNIK

Ce texte a été préparé à la suite d'un décret présidentiel de vendredi, qui établissait en termes vagues une « procédure provisoire » de remboursement des dettes « envers certains créanciers étrangers ». Sputnik/Andrei Gorshkov/Kremlin via Reuters

C'est l'une des réponses du Kremlin aux [sanctions occidentales](#). Les autorités russes ont établi une liste de pays « hostiles » à la Russie, auxquels les particuliers et les entreprises russes pourront rembourser leurs dettes en roubles, monnaie dont la valeur a perdu 45% depuis janvier, a indiqué ce lundi le gouvernement. Cette liste de pays comprend entre autres les pays de l'Union européenne, l'Australie, le Royaume-Uni, le Canada, Monaco, la Corée, les États-Unis, la Suisse et Japon. Ce texte a été préparé à la suite d'un décret présidentiel de vendredi, qui établissait en termes vagues une « procédure provisoire » de remboursement des dettes « envers certains créanciers étrangers ». Pour ce faire, un débiteur pourra désormais demander à une banque russe de créer un compte spécial en roubles au nom du créancier étranger et de lui envoyer un paiement en équivalent rouble, au taux de change du jour de la Banque centrale. Dépréciation historique du rouble Cette nouvelle procédure temporaire s'applique aux paiements supérieurs à 10 millions de roubles par mois en équivalent à la devise étrangère. Il s'agit d'une des premières réponses russes aux sanctions sans précédent imposées à la Russie par de nombreux pays occidentaux suite à son intervention militaire en Ukraine. Les sanctions ont provoqué une dépréciation historique du rouble et s'accompagnent du gel d'une partie des fonds des autorités à l'étranger, empêchant la Banque centrale de soutenir la devise russe. Lundi, [l'inquiétude des marchés](#) se focalisait sur la possibilité de sanctions économiques qui viseraient directement le pétrole russe. Première victime sur le marché des changes, la monnaie russe fondait de 10% lundi vers 11h00 GMT, à 137,70 roubles pour un dollar, après avoir touché 142,18 roubles, un nouveau plus bas historique. Depuis le 1er janvier, le rouble a dégringolé de 45%.

## AUTRES ARTICLES RECOMMANDÉS

[Commentaires](#)



Le Parisien

**Guerre en Ukraine : Moscou une liste de pays «hostile» France, qui seront rembo**

286



Gentside

**Covid-19 : un Japonais victime du "syndrome de l'anus sans repos"**

222

Public

**Scandale avant la présidentielle : Un candidat arrêté par la Police après un dérapage**

Nouveau dérapage par un candidat à la présidentielle avant les élections.

108

